

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 852^e
SÉANCE

Lundi 26 novembre 1962,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 36 de l'ordre du jour:

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (fin)

Adoption du projet de rapport de la Commission

Pages

365

Points 33 et 94 de l'ordre du jour:

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite)

365

Programme économique de désarmement (suite)

Point 39 de l'ordre du jour:

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)

Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite).

366

Point 35 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés (suite):

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

Examen du projet de résolution commun (suite)

368

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT
DE LA COMMISSION (A/C.2/L.687)

1. Mlle SELLERS (Canada) [Rapporteur] présente le projet de rapport (A/C.2/L.687) et indique les quelques erreurs matérielles qui se sont glissées dans la version anglaise et qui seront corrigées avant la présentation de ce texte en séance plénière.

2. M. GNAMBAULT (Gabon) signale qu'il lui est difficile de se prononcer sur le texte français, qui vient à peine d'être distribué.

3. Mlle SELLERS (Canada) [Rapporteur] assure les délégations qu'il sera également tenu compte des corrections à apporter au projet de rapport dans

les versions autres que l'anglais et les prie de lui signaler ces corrections le plus rapidement possible.

Sous réserve de ces corrections, le projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.687) est adopté.

POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1, E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]

Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646) [suite]

4. M. WATNEBRYN (Norvège) fait l'éloge de l'étude du Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1) et note avec satisfaction que le Conseil économique et social a décidé, par sa résolution 891 (XXXIV), de le communiquer à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement pour examen. Si l'on veut maintenir la paix et la stabilité internationales, il est essentiel que les nations défavorisées rattrapent leur retard dans le domaine économique et social. La course aux armements, qui est en elle-même un danger pour la paix, engloutit en outre des ressources qui permettraient de résoudre les problèmes des pays en voie de développement. Le Groupe consultatif d'experts a fait œuvre utile en montrant que la conversion d'une production de guerre à une production de paix ne provoquera vraisemblablement pas de crise économique.

5. La Commission doit examiner maintenant les mesures à prendre à la lumière des conclusions des experts et l'idéal serait un texte unique adopté à l'unanimité. La délégation norvégienne approuve les recommandations contenues dans la résolution 891 (XXXIV) du Conseil dont s'est largement inspiré le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1). Elle appuie donc le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution. Les nouvelles mesures à prendre devraient être déterminées compte tenu du nouveau rapport que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale. Il ne paraît pas opportun de procéder dès à présent à l'élaboration d'un programme économique général d'assistance aux pays en voie de développement en fonction des ressources qui seraient libérées par un désarmement général et complet. Il ne faut cependant ménager aucun effort pour trouver une solution au problème du désarmement et continuer, dans l'intervalle, à accroître l'assistance par tous les moyens possibles.

6. M. MWANJISI (Tanganyika) se joint aux représentants des autres pays en voie de développement

pour plaider la cause du désarmement. Comme l'a déjà dit le représentant du Togo, les sommes consacrées à la fabrication des bombes nucléaires sont équivalentes à la totalité de l'aide fournie chaque année à tous les pays en voie de développement. Il faut, dès à présent, se préparer pour le moment où ces ressources seront libérées et consacrées au développement pacifique et au progrès de l'humanité. C'est pourquoi le Tanganyika accueille avec satisfaction les deux projets de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.646, A/C.2/L.647 et Add.1) et espère que le projet des huit puissances, après incorporation de l'amendement des deux puissances (A/C.2/L.680), sera acceptable pour tous.

7. Selon M. HELELA (Finlande), il est arrivé dans le passé qu'on entreprenne un programme sans en avoir mesuré toutes les incidences. Heureusement, il n'en sera pas de même pour le désarmement, puisque les conséquences économiques et sociales en ont déjà été examinées avec une grande perspicacité dans l'étude des experts. Il est bon de noter que les craintes suscitées par la perspective d'une reconversion massive apparaissent, à la lumière de ce document, comme dénuées de fondement. La Finlande n'a pas entrepris d'étude sur les conséquences que pourrait avoir le désarmement sur sa propre économie, mais elle est convaincue que les problèmes ne seront pas plus insurmontables que ne l'ont été ceux qui se sont présentés au lendemain de la seconde guerre mondiale; en fait, les statistiques figurant à l'annexe II de l'étude indiquent que les dépenses militaires de la Finlande représentent en moyenne 1,7 p. 100 à peine du produit intérieur brut. L'effet de la reconversion sur l'économie dépendra en partie du calendrier du désarmement et en partie de la situation économique des pays eux-mêmes. Il n'y a pas lieu de croire cependant qu'une libération des ressources actuellement consacrées aux armements entraînera automatiquement une augmentation correspondante de l'assistance aux pays en voie de développement. Pour sa part, la Finlande est consciente de l'effort à faire; la meilleure preuve en est qu'en 1963 elle consacrera à l'assistance technique des sommes 16 fois plus importantes qu'en 1960.

8. La délégation finlandaise, qui attache la plus haute importance aux questions concernant le désarmement, espère que les auteurs des projets de résolution à l'examen parviendront à un texte acceptable pour tous.

9. Mme GINOR (Israël) félicite le Groupe consultatif d'experts d'avoir clairement montré dans son étude ce qu'une paix universelle signifierait réellement pour tous les pays, grands et petits. Leur conclusion unanime que le désarmement n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière n'est pas moins importante; cette idée n'est d'ailleurs pas nouvelle et a déjà été exprimée avec éloquence par les prophètes. Il faut espérer que, sous la menace de la destruction totale qui pèse sur lui à l'ère nucléaire, le monde saura peu à peu se rapprocher enfin de cette vision sublime à laquelle il aspire depuis si longtemps.

10. Comme le représentant de la Yougoslavie l'a fait observer à juste titre, le problème est de rechercher ce que la Deuxième Commission peut faire pour hâter le désarmement. Mme Ginor considère elle aussi qu'il est bon de lier le désarmement à la croissance économique, dans la mesure où il permettrait d'activer le développement économique

puisque les pays développés détiennent actuellement la plus grande partie des biens d'équipement et des connaissances techniques supplémentaires indispensables à une industrialisation rapide et que le progrès économique favoriserait la paix en diminuant les tensions engendrées par l'écart croissant entre les niveaux de vie dans les différents pays. Une ère de véritable coopération internationale et d'entente entre les peuples pourrait ainsi s'ouvrir.

11. Pour toutes ces raisons, la délégation israélienne attache une grande importance au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution des huit puissances. Cependant, comme les deux projets de résolution demandent que la coopération se poursuive par l'élaboration d'études nouvelles, l'action de la Deuxième Commission serait plus efficace si elle pouvait se prononcer à l'unanimité sur un seul texte. Le monde peut hâter la venue du désarmement en prenant conscience des avantages considérables qui en résulteraient dans les domaines économique et social, et en commençant à s'y préparer dès maintenant.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite]

12. M. VELAZQUEZ (Panama) dit que sa délégation s'était jointe aux Etats-Unis et au Royaume-Uni comme coauteur des amendements révisés (A/C.2/L.686/Rev.1) dans l'espoir de trouver un libellé acceptable pour tous. La discussion a montré que cet espoir était vain; la délégation panamienne a donc décidé de se retirer de la liste des auteurs des amendements révisés en laissant toute liberté d'action aux autres pays qui les ont présentés. M. Velazquez estime, par ailleurs, qu'il n'y a plus lieu de tarder à mettre aux voix le projet de résolution (A/C.2/L.654) et les amendements qui s'y rapportent (A/C.2/L.670, A/C.2/L.686/Rev.1 et Add.1, A/C.2/L.690 et A/C.2/L.691).

13. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) remercie le Panama de ses efforts et annonce que les consultations avec l'Algérie se poursuivent au sujet de l'amendement proposé par ce dernier pays (A/C.2/L.691). Pour leur part, les Etats-Unis ne désirent pas pour l'instant présenter de façon définitive le premier de leurs amendements sous une forme révisée. Les consultations en cours détermineront si le premier amendement sera repris sous sa forme initiale.

14. M. AUGUSTE (Haïti) souligne l'importance des travaux de la Commission pour freiner les excès traditionnels dans le domaine en discussion. Dans le passé, les contrats conclus ont souvent été le véritable prototype de contrats léonins, car le consentement absolument libre y a souvent fait défaut; les investissements effectués dans ces conditions se sont révélés un mal pire que le sous-développement, auquel ils devaient porter remède, et ils ont parfois donné lieu à une nationalisation hâtive et défavorable. Le projet de résolution répond à nombre des préoccupations

pations d'Haïti; de leur côté, les amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis (A/C.2/L.686/Rev.1 et Add.1) ont le mérite d'assurer la protection légitime du risque couru par l'investisseur. La délégation haïtienne s'abstiendra lors du vote sur les amendements proposés par l'Union soviétique (A/C.2/L.670) et par l'Algérie (A/C.2/L.691).

15. M. SAHL (Soudan) constate que, malgré les efforts sincères des membres de la Commission, il ne semble guère possible de produire une charte du développement des pays en voie de développement qui concilie tous les points de vue. Dans ces conditions, la délégation soudanaise estime qu'il y a lieu d'étudier toutes ces questions plus à fond, après consultation d'experts juridiques, et elle fait remarquer que nombre de pays aujourd'hui membres de la Deuxième Commission n'ont pas participé aux travaux de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. En conséquence, le Soudan est enclin à appuyer la proposition formulée par la Birmanie à la 850ème séance.

16. M. MWANJISI (Tanganyika) fait remarquer que le projet de résolution vise à empêcher que les anciens pays colonisateurs ne cherchent à satisfaire leurs besoins aux dépens des nouveaux Etats indépendants. A cet égard, l'amendement proposé par l'Algérie est particulièrement approprié. En ce qui concerne les amendements révisés (A/C.2/L.686/Rev.1 et Add.1), le premier se justifie, mais la deuxième partie du second met en cause la souveraineté nationale, ce que le projet de résolution veut précisément empêcher. Le Tanganyika votera pour le projet de résolution à condition que les dispositions des traités signés autrefois entre les colonies et les métropoles ne soient pas considérées comme applicables.

17. M. THAJEB (Indonésie) estime que le droit des peuples et des nations à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles est l'un des éléments de leur droit à l'autodétermination. Il est donc particulièrement important pour les pays en voie de développement et ceux qui viennent d'accéder à l'indépendance. Il est naturel que ces pays passent en revue le contrôle qu'ils exercent sur l'exploitation de leurs ressources naturelles et les droits qui ont été accordés aux étrangers. A ce moment, leur principal problème est d'assurer leur souveraineté tout en recevant l'assistance extérieure dont ils ont besoin pour accélérer leur développement économique. La solution diffère certes d'un pays à l'autre. Pour sa part, l'Indonésie considère que sa souveraineté sur ses ressources naturelles est un principe inaliénable qu'elle a inscrit dans sa constitution. Soucieuse néanmoins de pouvoir recevoir des capitaux extérieurs privés — puisqu'elle ne peut se procurer comme elle le voudrait toute l'assistance requise sous forme de capitaux publics —, elle a mis au point un système de partage des bénéfices qui dissipe les craintes des investisseurs sur la sécurité de leurs placements. Ce système est aussi appliqué par d'autres pays, dans le domaine de l'exploitation du pétrole notamment.

18. La Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été chargée, dès sa création par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 1314 (XIII), de préserver les intérêts des pays en voie de développement. C'est donc de ce point de vue qu'il faut se placer pour étudier le projet de résolution qu'elle présente aujourd'hui. Ce texte définit comme il convient le principe de

la souveraineté tout en tenant dûment compte des règles du droit international et de la nécessité de favoriser la coopération économique entre les pays. Il répond donc bien aux désirs de l'Assemblée générale et recevra l'appui de la délégation indonésienne. Il est en tout cas préférable au texte des divers amendements. Quant à l'amendement algérien, il est inutile, car le principe qu'il expose est déjà implicite. M. Thajeb conclut que le mieux est d'altérer le moins possible le projet de résolution.

19. M. ROUANET (Brésil) voit avec inquiétude les nombreux amendements déposés et se joint au représentant du Panama pour demander leur retrait afin que le projet de résolution puisse être approuvé sous sa forme actuelle. Certes la nouvelle version des amendements des Etats-Unis et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.1 et Add.1) est meilleure que l'ancienne, mais le projet lui-même reste préférable. Le premier amendement exprime une idée si évidente qu'il n'ajoute rien: il est inutile de parler de respect des accords librement consentis puisque le projet stipule déjà la nécessité de se conformer au droit international, qui repose précisément sur le respect desdits accords. Le second amendement est plus contestable, car, par l'emploi du mot "épuisées", il risque de donner la fausse impression que les voies de recours nationales ne sont que le premier stade d'un long processus, culminant avec l'arbitrage ou le règlement judiciaire international. Puisque tel n'est pas le cas, puisque la procédure normale est la juridiction nationale et que les autres modes de règlement sont des mesures exceptionnelles librement convenues, la formule du projet "il y aurait lieu d'avoir recours à la juridiction nationale" est bien meilleure.

20. M. Rouanet est heureux d'apprendre que des négociations sont en cours entre les auteurs des amendements et la délégation algérienne, mais, quels que soient les résultats de ces démarches, il doute que l'adjonction proposée par l'Algérie améliore le texte ou contribue à sauvegarder la souveraineté des Etats; en outre, tout le problème de la succession des Etats est déjà étudié par la Commission du droit international. Enfin, il n'est pas nécessaire de renvoyer à nouveau la question à la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles dont on renouvellerait le mandat, comme l'a proposé la délégation birmane, attendu que les recherches durent depuis assez longtemps. Le problème est arrivé à maturité et doit être résolu.

21. U MAUNG MAUNG (Birmanie) explique à nouveau le sens de sa proposition. La Deuxième Commission recommanderait de renouveler pour un an le mandat de la Commission pour la souveraineté permanente des ressources naturelles, en lui adjoignant six nouveaux membres qui seraient nommés par le Président de l'Assemblée générale pour tenir compte du nombre accru d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la nécessité d'obtenir une bonne représentation géographique, notamment des pays en voie de développement. Cette commission serait priée de continuer à étudier le projet de résolution ainsi que les amendements déposés, en tenant compte des différents points de vue exprimés au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale et peut-être en demandant l'avis des Etats Membres. La Commission présenterait son rapport à la dix-huitième session de l'Assemblée générale. C'est là une motion de procédure qui vise non pas

à empêcher une solution rapide, mais à permettre à tous les gouvernements d'étudier la question de façon approfondie avant de se prononcer. Cette proposition représente un effort sincère pour trouver une formule de compromis acceptable et non une tentative pour empêcher l'adoption d'une déclaration des Nations Unies sur un sujet particulièrement important. Elle procède uniquement du fait que ni le projet de résolution ni les amendements ne recueillent à présent une adhésion unanime.

22. M. SMID (Tchécoslovaquie) note que l'on peut aborder la question sous deux angles différents. Les uns cherchent à favoriser les droits inaliénables des Etats de manière à leur permettre d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et à les protéger contre les pratiques actuelles. Les autres cherchent avant tout à préserver les investisseurs privés contre les risques qu'ils courent lorsque ces Etats exercent leur droit de souveraineté par la nationalisation. En apparence, le projet de résolution pourrait être considéré comme le résultat d'un compromis et un équilibre délicat entre les deux tendances. Il n'en est rien, cependant, car il met trop l'accent sur les intérêts des investisseurs privés en exagérant les risques qu'ils courent. En outre, il cherche à donner des directives aux pays en voie de développement qui veulent exercer leur souveraineté. Cet aspect est particulièrement important pour les pays anciennement colonisés pour lesquels l'indépendance économique doit signifier le contrôle sur les ressources naturelles, lequel n'est pas incompatible avec l'interdépendance économique internationale.

23. Le projet de résolution est défectueux surtout en son paragraphe 4 qui limite l'exercice de la souveraineté par la nationalisation. En effet qui jugera si les motifs invoqués sont d'utilité publique ou non? C'est là une appréciation qui ne peut être donnée que par l'Etat qui exerce sa souveraineté. Ce même paragraphe prévoit aussi le versement obligatoire d'indemnités. Sans s'opposer à toute indemnité, la Tchécoslovaquie s'élève contre le caractère automatique de ces versements, qui doivent être décidés par l'Etat souverain. En outre, c'est la juridiction nationale qui doit connaître des litiges; au besoin, la question peut être tranchée à l'avance par des accords entre Etats. Puisque le projet de résolution n'apporte pas encore de solution complète, il serait plus sage d'adopter la proposition birmane qui permettrait de le revoir et de l'améliorer sensiblement.

24. M. YAKER (Algérie) n'a pas déposé son amendement dans l'intention de prolonger les débats, mais a seulement voulu qu'un principe particulièrement important pour les anciens pays colonisés et pour les territoires coloniaux qui accèderont prochainement à l'indépendance soit explicitement inclus dans le projet de résolution. Le principe de la souveraineté sur les ressources naturelles est un droit fondamental corollaire du droit des peuples à l'autodétermination et a donc un effet rétroactif. C'est dire que les peuples et les nations qui sont fondamentalement souverains ne peuvent perdre cette souveraineté lors de la colonisation. L'état de fait de la colonisation ne change rien à sa nature. Il faut donc rétablir la situation du point de vue juridique: lorsque le peuple rentre en possession de ses droits, il doit reviser les relations qui ont existé dans l'intervalle. Ceci ne signifie nullement le rejet de la coopération économique ni que les Algériens ne soient pas

partisans d'investissements étrangers ou de l'octroi de garanties. L'essentiel est de revoir les droits acquis pour assainir la situation comme il convient.

25. Le projet de résolution répond parfaitement aux besoins des pays souverains, mais ne tient pas compte des nécessités des anciens territoires coloniaux. La révision des droits acquis par la force n'implique d'ailleurs pas obligatoirement leur modification: ils doivent seulement faire l'objet d'une décision entre Etats souverains. Lorsque le projet se réfère au respect du droit international, il ne peut vouloir obliger les anciens territoires coloniaux à verser des indemnités au titre de droits illégitimement acquis et souvent sans paiement. La délégation algérienne souhaite que ce principe soit reconnu par la Deuxième Commission. Elle espère que l'on trouvera un libellé satisfaisant de manière que le projet de résolution puisse être rapidement adopté.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, A/C.2/L.653/Rev.1, E/3643)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN (A/C.2/L.653/REV.1) [suite*]

26. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) estime opportun de faire certaines remarques sur la question de la décentralisation des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social. Parlant d'abord à l'intention des nations ne faisant partie d'aucune commission économique régionale, il les assure que le Secrétariat accordera toute son attention aux observations qui ont été présentées par certaines d'entre elles. Le "dispositif compensateur" qui avait été mis en œuvre à l'intention de ces pays étant progressivement tombé en désuétude, il est devenu nécessaire de prendre de nouvelles dispositions leur garantissant que leurs besoins seront pris en considération d'une manière plus satisfaisante. L'action qui pourra être entreprise en 1963 dans ce domaine sera nécessairement modeste, mais, en élaborant les prévisions budgétaires pour l'exercice 1964, il sera possible de tenir compte d'une manière plus adéquate des besoins exprimés. D'autre part, l'Organisation s'efforcera de mettre à la disposition des pays ne faisant pas partie d'une commission économique régionale certains des avantages dont jouissent, dans le cadre de la politique de décentralisation, les pays qui font partie d'une de ces commissions.

27. M. de Seynes décrit ensuite le chemin déjà parcouru dans la voie de la décentralisation. On avait considéré, au début, que les commissions économiques régionales devaient limiter leur action à certains secteurs, en évitant absolument de s'engager dans des activités de caractère opérationnel, c'est-à-dire les activités d'assistance technique. Par la suite, la tendance contraire l'a emporté, et il a semblé que ces commissions seraient mieux adaptées que les services du centre à la mise en œuvre de la plupart des activités économiques et sociales de l'Organisation. A l'heure actuelle, on cherche à trouver la

*Reprise des débats de la 847ème séance.

ligne médiane entre ces deux dogmatismes. Le Secrétaire général s'est efforcé de définir cette ligne dans les documents qu'il a présentés au Conseil économique et social, puis à l'Assemblée générale à la session en cours (E/3643, A/5196).

28. Le principe directeur est que la décentralisation recherchée des activités économiques, et plus particulièrement des activités d'assistance technique de l'Organisation, est une opération fort complexe qui doit être conçue et exécutée avec le plus grand soin et avec certaines précautions indispensables. Il y a quelques années, l'Organisation a fait un essai de décentralisation de type mécanique ou automatique dans une région déterminée. Cet essai a abouti à un véritable chaos administratif, sans que l'autorité de la commission économique régionale en question en ait été renforcée. Cet essai a fait clairement ressortir qu'il fallait créer les instruments de la décentralisation. C'est ce travail nécessaire que le rapport soumis au Conseil économique et social s'est efforcé de décrire.

29. Cette manière de procéder a rencontré une très large approbation au sein des divers organismes qui ont à s'occuper du problème de la décentralisation. Il y a cependant certaines délégations qui se montrent plus impatientes que les autres à l'égard du processus de décentralisation, et c'est particulièrement à elles que M. de Seynes adresse ses remarques.

30. Il s'agit essentiellement, pour le Secrétaire général, de réconcilier le sens de la responsabilité administrative et financière avec la grande vision politico-économique du régionalisme. Etant donné la difficulté de la tâche, certaines hésitations, et peut-être même certaines lenteurs, sont inévitables. Mais le chemin parcouru est déjà considérable. L'Organisation doit avant tout garder le souci de l'efficacité, afin d'éviter une détérioration de performance semblable à celle dont on a déjà fait l'expérience.

31. L'assistance technique pose à cet égard des problèmes très délicats, car dans ce domaine, faute de critères évidents et définitifs, il n'est pas aisé d'évaluer la réussite d'un projet. C'est là un point d'une grande importance pratique, car l'ensemble des programmes d'assistance technique gérés par l'Organisation représente environ 20 millions de dollars. Ceci donne une idée de l'étendue de la responsabilité administrative du Secrétaire général à l'égard des pays contributeurs et des pays bénéficiaires, responsabilité qui explique la nécessité de maintenir et de développer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes.

32. De ce point de vue, il est bon d'examiner de façon critique certaines formules ou notions simplistes. On entend encore parfois parler du transfert des ressources du centre dans les régions comme d'une solution passe-partout. Or, lorsqu'on tient compte de tous les éléments qui entrent en jeu, on doit convenir que cette notion de "transfert" ne peut fournir un court-circuit vers une décentralisation totale et immédiate.

33. Lorsque la Commission s'occupe de questions de caractère administratif, il est essentiel que le problème des ressources soit présent à son esprit. Le budget ordinaire de l'assistance technique est un des instruments les plus utiles dont on dispose pour une politique de décentralisation efficace, et il aurait été très désirable, de l'avis de M. de Seynes, que

la Commission fasse connaître à la Cinquième Commission son point de vue sur le montant des ressources qu'il convient d'accorder à ces activités dans le budget ordinaire de l'Organisation.

34. M. de Seynes évoque ensuite le problème de l'information des membres de la Commission en ce qui concerne certaines questions particulièrement complexes. Comment organiser au mieux la discussion sur la décentralisation, par exemple? Ce problème a été considéré dans les textes qui ont été présentés à l'attention de la Commission. M. de Seynes ajoute qu'il est à la disposition des représentants qui désireraient des précisions à ce sujet.

35. Lorsqu'il s'agit de décentralisation au sein des Nations Unies, il est bon de réfléchir à la nature même des organes régionaux dans le cadre de l'Organisation. On ne saurait trop souligner que ces organes forment partie intégrante de l'Organisation, de sorte qu'il semble anormal de contraster le Secrétaire général avec les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Ceux-ci n'ont jamais eu l'idée de se considérer comme des entités indépendantes. Ce caractère des commissions économiques régionales les protège contre certaines tendances autarciques ou discriminatoires. Sur le plan de l'assistance technique, il assure la richesse des prestations qui peuvent être offertes au profit d'une région déterminée. Afin d'éviter le danger de "provincialisation" des activités d'assistance technique, il est essentiel de ne pas affaiblir l'appareil qui existe au centre, et qui a été mis sur pied précisément pour la mobilisation continue des ressources qui existent à travers le monde.

36. M. TELL (Jordanie) remercie le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, au nom de sa propre délégation et de celles de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, du Liban et de la Syrie, d'avoir réaffirmé qu'il prendra des mesures pour assurer aux pays ne faisant pas partie d'une commission économique régionale les mêmes avantages qu'aux pays qui sont membres d'une de ces commissions. M. Tell propose que le texte de cette déclaration importante soit publié *in extenso*.

Il en est ainsi décidé^{1/}.

37. M. MALHOTRA (Népal) remercie le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales de son exposé qui, correspondant à la pensée des auteurs du projet de résolution (A/C.2/L.653/Rev.1), facilitera la tâche de ceux-ci.

38. Le représentant du Népal tient à préciser une fois de plus le but des auteurs du projet de résolution, auxquels se sont jointes la Birmanie et la République arabe unie. La question de la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et du renforcement des commissions économiques régionales ne devrait pas être rouverte, car l'idée a déjà été acceptée par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale. Il faut, comme l'a dit M. de Seynes, mettre au point les instruments de l'application de cette politique. Comme suite à la résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social, l'Assemblée générale a réaffirmé, dans sa résolution 1518 (XV), le concept de la décentralisation et, dans la résolution 1709

^{1/} Le texte *in extenso* de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a été distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.693.

(XVI), elle a exposé de façon plus concrète la politique de décentralisation. D'autre part, le Secrétaire général a montré les progrès réalisés depuis l'adoption de cette résolution et l'on commence à voir les incidences de cette politique du point de vue des besoins en personnel et des relations de travail entre le Siège et les commissions économiques régionales. Le projet de résolution a été conçu comme la suite logique des résolutions de l'Assemblée générale. C'est pourquoi les auteurs ont essayé de rendre le projet de résolution aussi bref que possible, en évitant de répéter ce qu'ont dit le Secrétaire général, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Le projet, qu'il soit adopté sous sa forme actuelle ou après modification, ne doit pas être considéré comme une résolution isolée, mais plutôt comme une continuation du travail déjà effectué ou des progrès déjà accomplis en ce qui concerne la délégation aux commissions économiques régionales de responsabilités organiques et opérationnelles, y compris l'octroi de ressources, tandis que l'on maintient, ou même renforce, au besoin, les fonctions organiques centrales qui appartiennent dûment au Siège.

39. De l'avis des auteurs du projet, l'Assemblée générale a adopté une politique selon laquelle la décentralisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen de poursuivre de la façon la plus efficace et la plus économique possible les activités des Nations Unies dans les domaines économique et social. C'est précisément ce que cherche à réaffirmer le paragraphe 1 du dispositif du projet. Ce texte ne tend donc pas à ouvrir une voie nouvelle, et c'est pourquoi ses auteurs n'ont introduit dans la version révisée que les amendements qui n'étaient pas de nature à en modifier le sens général. Depuis la présentation du texte initial (A/C.2/L.653 et Add.1 et 2), ils ont étudié attentivement tous les amendements en essayant de tenir compte des divers points de vue et ils espèrent que l'esprit de compromis dont ils ont fait preuve sera apprécié à sa juste valeur.

40. Les auteurs n'ont retenu dans le texte révisé que la première partie du deuxième alinéa du préambule du texte initial. Leur intention était de mettre l'accent sur les progrès mentionnés par le Secrétaire général dans son rapport (A/5196). Certaines délégations n'ont pas approuvé cette idée, d'autres ont demandé qu'on ajoute de nouveaux paragraphes rappelant les précédents rapports du Secrétaire général. Les auteurs s'en sont abstenus afin d'éviter toute controverse. C'est ce qui explique la forme actuelle du deuxième alinéa du préambule.

41. Le souci qu'ont les auteurs de rester dans le cadre d'une politique déjà acceptée leur interdit d'adopter l'amendement de l'Afghanistan et de la Jordanie (A/C.2/L.689) et le représentant du Népal demande à ses auteurs de le retirer afin que le projet de résolution puisse être adopté à l'unanimité. La même considération a incité les auteurs à laisser inchangé le paragraphe 1 du dispositif.

42. Les deux paragraphes proposés dans les amendements des huit puissances (A/C.2/L.685/Rev.1) pour remplacer le paragraphe 1 du dispositif semblent s'inspirer du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale. Ils citent incomplètement ce paragraphe et introduisent des éléments qui, aux yeux des auteurs, sont vagues et prêtent à controverse et, dans un cas au moins, sont même étrangers au problème. C'est ainsi que le premier membre de phrase du paragraphe 1 proposé

ne figure dans aucune résolution du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale, ni même dans aucun rapport du Secrétaire général. Il réaffirme donc ce qui n'a jamais été affirmé. D'ailleurs, les auteurs ne savent pas ce que l'on entend par "politique équilibrée". On pourrait comprendre qu'il s'agit d'un équilibre entre les activités économiques et sociales de l'Organisation. C'est un objectif que les auteurs du projet de résolution pourraient peut-être accepter, mais là n'est pas le problème. Comme on l'a déjà dit, la décentralisation n'est qu'un moyen pour arriver à un fonctionnement meilleur et plus efficace du Département des affaires économiques et sociales au Siège et des commissions économiques régionales. Tout le monde est d'accord sur ce point, et les auteurs n'ont pas voulu provoquer une nouvelle controverse au sein de la Commission en acceptant le paragraphe 1 de l'amendement, qui introduit des éléments qu'on ne trouve pas dans le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1709 (XVI).

43. Quant au paragraphe 2 proposé dans le document A/C.2/L.685/Rev.1, il introduit un élément qui n'a rien à voir avec le sujet en discussion. Il s'agit de subdivisions régionales différentes au sein des institutions spécialisées, lesquelles n'entrent pas dans le cadre de la décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social. En effet, les institutions spécialisées limitent leurs activités d'assistance technique à leur propre spécialisation et ont leurs propres organisations régionales, alors que les commissions économiques régionales sont des organes exécutifs de l'ONU, responsables de l'assistance technique dans les domaines du développement économique et social, de l'administration publique, etc. Les auteurs du projet de résolution critiquent la seconde partie du paragraphe 2 proposé pour des raisons techniques. Il appartiendrait au Secrétariat de fournir des données plus précises à la Commission à ce sujet. Quant à la première partie de ce paragraphe, les auteurs du projet de résolution pensent que le libellé du paragraphe 4 de leur texte révisé devrait satisfaire les auteurs de l'amendement. Ils ont demandé à ces derniers s'ils ne pourraient pas simplement accepter de remplacer leur texte par la dernière partie du paragraphe 4 de la résolution 1709 (XVI), dont le sens est exactement le même, mais les auteurs de l'amendement ont estimé que leur propre texte est meilleur parce qu'il est conçu en termes positifs, et les auteurs du projet de résolution n'ont rien à ajouter à ce sujet. Le représentant du Népal ajoute qu'il a été heureux d'entendre le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales donner des assurances aux pays qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale.

44. Le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution a été remanié de façon à tenir compte des amendements des cinq puissances (A/C.2/L.682). Ceux-ci contiennent des idées qui ont été exprimées par plusieurs délégations, y compris celle du Népal. Depuis au moins deux ans, le Secrétaire général applique délibérément une politique de décentralisation et le moment est venu d'examiner les incidences de cette politique du point de vue des besoins en personnel et de la nécessité de préciser les relations entre le Siège et les commissions économiques régionales. Cela correspond également à l'esprit du paragraphe 6 du dispositif de la résolution 1709 (XVI). Il paraît opportun que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'occupe du problème. On sait d'ailleurs qu'il a lui-même estimé nécessaire

d'étudier en détail la question qui fait l'objet du paragraphe 3 du projet de résolution, et il l'examinera de toute façon dans le cadre du budget pour 1964. Le projet de résolution demande simplement au Comité de faire une analyse un peu plus approfondie pour savoir quelles mesures pourraient être nécessaires pour appliquer le processus de décentralisation de façon systématique.

45. Le paragraphe 3 du projet de résolution a exclusivement pour objet d'apporter une solution appropriée à diverses questions soulevées par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, qui a notamment émis des doutes sur le transfert des ressources en personnel du Siège aux commissions économiques régionales. L'Assemblée générale et la Deuxième Commission ne peuvent entrer dans ces détails. La Commission devrait être mise au courant des faits pour être à même de proposer des mesures pour la décentralisation en connaissance de cause. C'est la correction de ces faits et leur analyse que vise le paragraphe 3 du dispositif. Le Sous-Secrétaire a montré que la décentralisation, selon l'interprétation qu'on lui donne et selon la façon dont elle est mise en œuvre, peut conduire à l'efficacité aussi bien qu'au chaos administratif. Elle ne doit pas faire surgir de problèmes supplémentaires, mais doit au contraire opérer une simplification. Mais, auparavant, il importe d'étudier les relations de travail entre le Siège et les commissions économiques régionales.

46. Le paragraphe 5 du projet de résolution révisé est une adaptation de l'amendement de la République arabe unie (A/C.2/L.681). Le texte de l'amendement a été presque entièrement conservé, mais de légères modifications y ont été apportées avec l'accord de l'auteur afin de tenir compte du fait que le Secrétaire général a déjà convoqué des réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales pour la discussion de questions d'intérêt commun. Les auteurs du projet de résolution croient que ce paragraphe ne devrait pas soulever d'objections: il recommande au Secrétaire général de continuer à organiser des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, mais cela ne signifie pas que les secrétaires exécutifs et le Secrétaire général se réuniront sur un pied d'égalité. Le Secrétaire général peut ne pas être présent à ces réunions et déléguer un représentant de son choix. Si le texte paraît défectueux en certains points quant à la forme, les auteurs seront heureux de l'améliorer.

47. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que les auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.685/Rev.1 ont pris acte de la modification apportée au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution, qui leur paraît être un moyen intéressant d'éviter ce qui pourrait donner lieu à des contestations. Certains d'entre eux ont donc jugé qu'il n'était plus indispensable de conserver les alinéas supplémentaires qu'ils proposaient d'ajouter au préambule et qui figuraient initialement dans le document A/C.2/L.685; mais d'autres ont estimé que ces alinéas devaient être jugés selon leur valeur intrinsèque et ils les ont donc présenté à nouveau sous la cote A/C.2/L.689.

48. Quant au dispositif du projet de résolution, la partie la plus importante en est le paragraphe 1 qui réaffirme une politique existante. Le représentant de la Nouvelle-Zélande croit que les points de vue en présence ne sont pas très éloignés l'un de l'autre et il

est par conséquent assez déçu que les auteurs du projet de résolution n'aient pas tenu compte des amendements dont il est coauteur (A/C.2/L.685/Rev.1). Les auteurs des amendements n'insistent pas sur le texte précis qu'ils ont proposé; l'important est, pour eux, la mention du maintien des fonctions centrales du Secrétaire général. Le paragraphe 4 de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, auquel les auteurs du projet de résolution ont fait constamment allusion, contient deux éléments, à savoir le renforcement des commissions économiques régionales et le maintien des fonctions organiques centrales. Cette question vient d'être précisée par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, qui a montré que la responsabilité du Siège est importante dans la politique de décentralisation et doit être mentionnée dans toute nouvelle résolution.

49. On a dit que le texte dont la Commission est saisie fait suite à des résolutions précédentes et qu'elle n'ouvre pas de voie nouvelle. Tel serait effectivement le cas si l'on réaffirmait les deux éléments importants qui viennent d'être mentionnés et c'est la raison pour laquelle les auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.685/Rev.1 maintiennent leur proposition. Ils jugent important que les deux aspects de la politique de décentralisation soient mentionnés une fois au moins dans le projet de résolution. Or le texte fait cinq fois allusion au renforcement des commissions économiques régionales, mais ne mentionne pas du tout le maintien des fonctions organiques centrales du Siège dont il est question dans la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée. Les auteurs des amendements seraient prêts à envisager le retrait du paragraphe 2 proposé si les auteurs du projet de résolution étaient disposés à mentionner la position des pays appartenant à des divisions régionales différentes selon les institutions spécialisées. Les pays qui se trouvent dans cette situation éprouvent des doutes sur l'application de la politique de décentralisation. Il faudrait essayer de dissiper ces doutes. Si les auteurs du projet de résolution y parviennent, il ne sera pas nécessaire de mentionner cette question dans le texte, mais, pour l'instant, ces doutes subsistent, et il importe que le projet de résolution en tienne compte.

50. M. FARHADI (Afghanistan) remercie le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales de son très utile exposé. Le Sous-Secrétaire a dit avec raison qu'il n'y a rien d'automatique dans le processus de décentralisation. Celle-ci doit être équilibrée et fondée sur l'expérience acquise. L'important est que les pays qui reçoivent une assistance la reçoivent d'une manière plus efficace.

51. Certaines délégations, oubliant les conditions géographiques, désirent une décentralisation à outrance. Les régions économiques sont souvent mal comprises et certains pays, comme l'Afghanistan, n'ont que très peu de chose en commun, au point de vue de la situation géographique et économique et des conditions sociales, avec la région économique dont ils relèvent.

52. Le représentant de l'Afghanistan regrette profondément que le représentant du Népal considère que le problème de la décentralisation ne concerne aucunement les institutions spécialisées. En fait, les institutions spécialisées sont au centre même du problème, car l'élément le plus important dans la décentralisation des activités dans les domaines économique et social est l'assistance, et en par-

ticulier celle fournie dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique auquel participent les institutions spécialisées. En Afghanistan, par exemple, les activités dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture ne relèvent pas de la division régionale coïncidant avec celle de la commission économique régionale à laquelle appartient ce pays. Dans d'autres régions, il n'y a pas de commission économique régionale, quelquefois pour des raisons politiques.

53. Par ailleurs, un pays qui, comme l'Afghanistan, connaît des difficultés financières est représenté par un représentant permanent à New York, mais non à un siège régional. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a eu raison de mentionner la possibilité d'un chaos administratif et d'une détérioration de ce qu'il appelle la "performance". C'est à cet égard surtout que le texte révisé du projet de résolution présenté par le représentant du Népal semble très insuffisant.

54. M. Farhadi n'est pas d'accord non plus avec le représentant du Népal lorsque celui-ci affirme que la mention des rapports du Secrétaire général n'est d'aucune utilité. S'il en est ainsi, pourquoi a-t-on fait reposer le premier projet de résolution (A/C.2/L.653 et Add.1 et 2) sur une citation, d'ailleurs inexacte, des paroles du Secrétaire général? De plus, il ne s'agit pas de rédiger des textes laconiques et incomplets. Les textes que produit la Commission doivent pouvoir servir de référence. Cela étant, si les points importants ne sont pas soulignés, on pourra invoquer ces textes à mauvais escient dans d'autres circonstances, même avec de bonnes intentions. L'important est de prévenir le chaos, de dégager les critères et de trouver cette ligne médiane à laquelle M. de Seynes a fait allusion.

55. La décentralisation doit se définir surtout par son double caractère. Elle se fait, soit dans le cadre des activités régionales, soit dans celui des projets nationaux. Il est naturel que les commissions économiques régionales s'occupent des projets régionaux, tels que le projet d'aménagement du bassin inférieur du Mékong, le projet concernant la construction d'une grande route d'Asie et les projets de création d'instituts en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Le rapport récent présenté par le Secrétaire général au Conseil économique et social (E/3643) — que le projet de résolution révisé ne cite même pas — a réaffirmé un fait important, à savoir que c'est surtout dans le cadre des projets régionaux qu'il reste le plus à faire, et que c'est là que la décentralisation doit s'appliquer. Il existe aussi la possibilité d'appliquer la décentralisation aux projets nationaux, à travers les organisations régionales. On ne saurait dire que l'assistance technique est un point particulier et que la décentralisation a un sens plus vaste. L'important est bien l'assistance technique. Il existe à ce sujet un rapport intéressant du Comité de l'assistance technique (E/3680) qui, en son paragraphe 81, mentionne une question très importante, reprise et précisée au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général au Conseil. Ce rapport énonce le principe selon lequel, dans le cadre des projets nationaux, les pays recevant une aide doivent pouvoir choisir librement les programmes et les projets sur la base desquels les programmes nationaux sont établis. Chaque pays recevant cette assistance doit donc être en contact avec le siège central, c'est-à-dire avec la Direction des opérations de l'assistance technique. Soutenir le contraire reviendrait à dire

que le Secrétaire général a eu tort d'énoncer ce principe dans son rapport.

56. Il ne faut pas oublier que la Commission est en train d'élaborer un texte qui aura un sens historique, que l'on interprétera et qui servira de ligne de conduite. C'est pourquoi la délégation afghane voudrait voir préciser cet aspect de la décentralisation dans le cadre régional et pour les projets nationaux, et a présenté, avec la délégation de la Jordanie, l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.689. Prétendre que l'on ne peut rien citer du rapport du Secrétaire général dans le projet de résolution équivaudrait à dire que l'expérience acquise ne vaut rien. Les délégations de l'Afghanistan et de la Jordanie ont repris exactement les termes du rapport sans rien y changer. Ces deux délégations estiment que les passages en question sont très importants et elles ne sont en aucun cas disposées à retirer leur amendement. Elles espèrent au contraire que la délégation du Népal en tiendra compte et le fera incorporer au texte du projet de résolution.

57. M. AKADIRI (Nigéria) précise que, de l'avis des auteurs des amendements des cinq puissances (A/C.2/L.682), le projet de résolution révisé constitue une amélioration par rapport au texte initial, mais devrait encore être sensiblement amélioré. M. Akadiri est heureux de constater que le nouveau paragraphe 3 proposé par les cinq puissances a été incorporé dans le texte du projet de résolution révisé, mais il regrette que les autres amendements n'aient pas été retenus, d'autant plus qu'ils ne prêtent pas réellement à controverse. M. Akadiri ne voit pas non plus pourquoi le texte du projet de résolution révisé réduit considérablement le deuxième alinéa du préambule, ce qui nuit à la clarté du texte, et il espère que les auteurs voudront bien tenir compte des suggestions formulées dans les premier et deuxième amendements des cinq puissances. En ce qui concerne le quatrième amendement, il existe un terrain d'entente entre ses auteurs et les auteurs du projet de résolution initial puisque les uns comme les autres acceptent les principes qui sont à la base de la décentralisation; M. Akadiri ne voit pas pourquoi il serait inutile de préciser, comme le fait l'amendement en question, les mesures souhaitables pour mettre en application la politique de décentralisation, et il espère que les auteurs du projet de résolution révisé pourront incorporer à leur texte la plus grande partie, sinon la totalité, du quatrième amendement des cinq puissances.

58. Mlle HARELI (Israël) fait observer que la décentralisation a débuté dès la création de la première commission économique régionale. Le mot même de décentralisation a été utilisé pour la première fois au paragraphe 318 du rapport d'ensemble sur l'évaluation des programmes de l'ONU et des institutions spécialisées^{2/}. Depuis lors, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont demandé par de multiples résolutions le renforcement des commissions économiques régionales et l'intensification de leurs activités. Le Secrétariat a exécuté cette politique compte tenu de ses possibilités budgétaires, comme le montrent les documents E/3643 et A/5196. Les projets énumérés à la fin du document E/3643 sont effectivement des activités qu'il est préférable d'exécuter dans le cadre des régions et il serait bon de les intensifier et de les améliorer dans l'intérêt des pays intéressés. De l'avis de la

^{2/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 60.IV.14.

délégation israélienne, la décentralisation doit respecter plusieurs principes. Premièrement, l'ensemble des travaux doit être organisé de manière que les pays tirent le maximum de profit à la fois des commissions économiques régionales et du Sièg. Par conséquent, il faut renforcer les secrétariats des commissions et celui du Sièg et non pas les régions aux dépens du centre. Deuxièmement, l'ensemble des ressources en personnel et en moyens financiers doit être utilisé de manière à profiter au maximum à tous les pays, que l'utilisation ait lieu au Sièg ou dans les régions. Troisièmement, toute modification doit conduire à augmenter l'efficacité des procédures et à les simplifier; il convient en particulier de ne pas ajouter d'échelon supplémentaire entre les pays qui formulent des demandes d'assistance technique et les organes qui s'occupent de la fournir.

59. Le projet de résolution à l'étude a été élaboré après de nombreuses consultations et est donc acceptable dans une large mesure. Le texte du paragraphe 5, qui figurait à l'origine dans l'amendement de la République arabe unie (A/C.2/L.681), a été amélioré par l'adjonction des mots "continuer à". En effet, les réunions dont il est question sont organisées depuis longtemps lors des sessions d'été du Conseil économique et social et permettent en effet au personnel des différents secrétariats de procéder à des échanges de vues fructueux.

60. La délégation israélienne apprécie hautement les travaux des commissions économiques régionales et est en faveur de leur renforcement. Israël est assurément conscient du fait que les pays qui ne sont pas rattachés à des commissions économiques régionales sont privés d'un instrument important de progrès économique et social. C'est pour cette raison qu'Israël avait voté en faveur de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale et en particulier du paragraphe 4 du dispositif. Il n'est cependant pas de mesure qui puisse remplacer totalement une commission économique régionale. Pour les régions qui n'ont pas de commissions — et le Moyen-Orient est la seule zone importante qui se trouve dans ce cas — il ne peut y avoir qu'une seule solution: la création d'une commission économique régionale, et la délégation israélienne a demandé avec insistance que cette mesure soit prise sans délai. Elle ne pouvait donc accepter l'amendement contenu à l'origine dans le document A/C.2/L.661, adopté par les auteurs du projet de résolution, à moins qu'il ne fût parfaitement établi que les mesures envisagées tendraient à accélérer la création d'une commission économique régionale.

61. La délégation israélienne a écouté avec la plus grande attention la déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et en prendra connaissance avec intérêt.

La séance est levée à 18 h 35.